

Service instructeur

8^{ème} **Commission** - N° CG-2014-2-8-4

Service de l'Action Internationale et Transfrontalière et du Bilinguisme

Service consulté

**CHARTRE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES D'ALSACE ET DE MOSELLE
POUR LA PROMOTION DE LA LANGUE REGIONALE**

Résumé : La France a depuis peu engagé le processus de ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, mais le parcours législatif est encore long et incertain quant à ses modalités. Pour donner un signe fort de notre détermination à promouvoir notre langue régionale, je vous propose d'adhérer à la Charte des collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle pour la promotion de la langue régionale et de constituer un groupe de travail à cet effet pour en définir les contours.

La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires :

La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires **propose 98 dispositions** d'ordre général pour assurer la promotion des langues régionales dans **tous les domaines de la vie privée et publique** (enseignement, justice, autorités administratives et services publics, médias, activités et équipements culturels, vie économique et sociale, échanges transfrontaliers).

Chaque état signataire doit en choisir **au moins 35** (dont certaines parmi un noyau dur de mesures essentielles) et s'engager à les mettre en œuvre.

Pour mémoire, si la **France** a bien signé la Charte en 1999 (avec **39** mesures retenues), elle ne l'a en revanche toujours pas ratifiée.

Procédures de ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires :

En France, la ratification de la Charte implique la **modification de la Constitution** :

- soit par l'intermédiaire de l'adoption d'une **proposition de loi** déposée par le Sénat ou l'Assemblée Nationale et d'un **référendum** ;
- soit par l'adoption d'un **projet de loi** du gouvernement examiné au final par les deux assemblées réunies en **Congrès**.

Le 28 janvier 2014 l'Assemblée Nationale a adopté à une très large majorité des suffrages exprimés (361 pour, 149 contre, et 19 abstentions), la proposition de loi constitutionnelle visant à ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. C'est là un symbole fort, mais le **parcours législatif** risque d'être encore **long** (le calendrier du vote du Sénat n'est pas fixé à ce jour), et l'organisation d'un référendum national sur un tel sujet semble par ailleurs peu probable.

Le gouvernement devrait donc reprendre la proposition de loi sous forme de projet de loi à soumettre au Congrès pour une adoption par une majorité des 3/5èmes. Mais là aussi, la procédure s'annonce longue et difficile.

La Charte des collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle pour la promotion de la langue régionale :

Ce texte est le fruit d'une **réflexion commune** entre Initiative Citoyenne d'Alsace (ICA 2010 dont le Président est Monsieur Pierre KLEIN) et Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle, association présidée par Monsieur Jean-Marie WOEHLING.

Cette « **charte régionalisée** », comme la présentent ses auteurs dans sa version intégrale qui vous est jointe en annexe au présent rapport, reprend les dispositions de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, mais en ne retenant que les **75 mesures** qui sont, ou peuvent déjà, être mises en œuvre par les collectivités territoriales (Région, Départements, Communes) dans l'état actuel de la législation. Dans ce menu, les collectivités signataires doivent s'engager sur la mise en œuvre de **35 mesures au minimum**.

A ce jour, la **ville de Saverne** a été la première à approuver, le 10 février dernier, cette Charte locale (comptant 36 engagements) signée par le Maire le 20 janvier 2014. La ville de Mulhouse est engagée dans la même dynamique.

En ce qui concerne le Département du Haut-Rhin, il est proposé qu'un groupe de travail, composé d'élus de notre assemblée assistés par des techniciens des services du Département, se réunisse pour examiner les engagements proposés dans la « Charte régionalisée », afin d'en retenir au moins 35, lesquels seront concrétisés par des actions menées par le Département, dont certaines sont d'ailleurs déjà mises en œuvre.

Ainsi, à l'appui de la proposition du groupe de travail, la Commission Permanente fixera les engagements du Département, dans le cadre d'une délibération ayant également pour objet de m'autoriser à signer la Charte complétée par la liste des engagements que nous aurons retenus.

Au vu de ce qui précède, et afin de donner un signal fort et prendre les devants par rapport au processus mis en œuvre au niveau national, je vous propose donc de :

- **prendre acte de la version intégrale de la Charte des collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle** pour la promotion de la langue régionale, telle que proposée par les associations Initiative Citoyenne d'Alsace et Culture et Bilinguisme d'Alsace et de Moselle ;
- **adhérer aux principes de cette charte ;**
- **approuver la constitution d'un groupe de travail** ayant pour mission de soumettre à l'approbation de la Commission Permanente au moins 35 engagements du Département du Haut-Rhin choisis parmi les dispositions de la Charte suscitée ; ce groupe de travail étant composé d'élus de notre assemblée assistés par des techniciens des services du Département

- **désigner les Conseillers Généraux** membres de ce groupe de travail,
- **inviter d'autres collectivités alsaciennes** à s'impliquer dans cette dynamique à nos côtés.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by 'B' and 'T' with a long horizontal stroke extending to the right.

Charles BUTTNER

**Charte des collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle
pour la promotion de la langue régionale
sur la base de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires**

Le texte qui suit reprend les stipulations de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires qui sont susceptibles d'être acceptées et mises en œuvre par les collectivités alsaciennes et mosellanes dans le respect du droit national applicable et du statut de la langue officielle.

Partie I – Dispositions générales

Article 1 – Définitions

Au sens de la présente Charte :

Par l'expression « langue régionale », on entend la langue allemande dans ses formes dialectales (dialectes alémaniques et franciques parlés en Alsace et en Moselle) et dans sa forme standard (Hochdeutsch) ;

Par « territoire dans lequel la langue régionale est traditionnellement pratiquée », on entend l'aire géographique dans laquelle cette langue est ou a été historiquement le mode d'expression d'un nombre important de personnes (à savoir le territoire des trois départements à l'exception des zones traditionnelles de parler romand ou welche) ;

Le Yiddish est considéré comme une langue dépourvue de territoire.

Article 2 – Engagements

- 1 Chaque Collectivité signataire de la Charte s'engage à appliquer les dispositions des paragraphes 1 à 4 de l'article 7 à la langue régionale. Les Collectivités locales sur le territoire desquelles le welche est traditionnellement pratiqué s'engagent à appliquer les dispositions des paragraphes 1 à 4 de l'article 7 également au welche.
- 2 En ce qui concerne les territoires sur lesquels la langue régionale est

³ Der Ausdruck „Elsass-Lothringen“ bezeichnet die Region Elsass und das Departement Mosel.

**Charta der Gebietskörperschaften Elsass-Lothringens
zur Förderung der Regionalsprache
auf der Grundlage der Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen**

Der folgende Text enthält die Bestimmungen der Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen, die von den elsässisch-lothringischen³ Gebietskörperschaften unter Achtung des geltenden innerstaatlichen Rechts und der Rechtsstellung der Amtssprache angenommen und umgesetzt werden können.

Teil I – Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 – Begriffsbestimmungen

Im Sinne dieser Charta

bezeichnet der Ausdruck „Regionalsprache“ die deutsche Sprache in ihren Mundartformen (die in Elsass-Lothringen gesprochenen alemannischen und fränkischen Mundarten) und in ihrer Standardform (Hochdeutsch);

gilt als das Gebiet, in dem die Regionalsprache herkömmlicherweise gebraucht wird, das geografische Gebiet, in dem diese Sprache historisch gesehen das Ausdrucksmittel einer großen Zahl von Menschen ist oder war (d.h. das Gebiet der drei Departements mit Ausnahme der Gebiete, in denen französische Mundarten oder Welsch angestammt sind);

gilt Jiddisch als nicht territorial gebundene Sprache.

Artikel 2 – Verpflichtungen

- 1 Jede Gebietskörperschaft, welche die Charta unterzeichnet, verpflichtet sich, Artikel 7 Absätze 1 bis 4 auf die Regionalsprache anzuwenden. Die örtlichen Gebietskörperschaften, in deren Gebiet das Welsche herkömmlicherweise gebraucht wird, verpflichten sich, Artikel 7 Absätze 1 bis 4 auch auf Welsch anzuwenden.
- 2 Bezüglich der Gebiete, in denen die Regionalsprache herkömmlicherweise

traditionnellement pratiquée, chaque collectivité signataire de la Charte s'engage à appliquer un minimum de trente-cinq paragraphes ou alinéas choisis parmi les dispositions des articles 8 à 14 à la langue régionale.

- 3 Toute Collectivité signataire peut s'engager à appliquer le paragraphe 5 de l'article 7 à la langue yiddish.

Article 3 – Modalités

- 1 Chaque Collectivité doit spécifier au moment de la signature les paragraphes choisis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.
- 2 Toute Collectivité peut, à tout moment ultérieur, accepter les obligations découlant des dispositions de tout autre paragraphe de la Charte qui n'avait pas été spécifié initialement.

Article 4 – Statuts de protection existants

- 1 Aucune des dispositions de la présente Charte ne peut être interprétée comme limitant ou dérogeant aux droits garantis par la Convention européenne des Droits de l'Homme.
- 2 Les dispositions de la présente Charte ne portent pas atteinte aux dispositions plus favorables régissant la situation de la langue régionale.

Article 5 – Obligations existantes

Rien dans la Charte ne pourra être interprété comme impliquant le droit d'engager une quelconque activité ou d'accomplir une quelconque action contrevenant aux buts de la Charte des Nations Unies ou à d'autres obligations du droit international, y compris le principe de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats.

Article 6 – Information

Les Collectivités s'engagent à veiller à ce que les autorités, organisations et personnes concernées soient informées des droits et devoirs établis par la Charte.

gebraucht wird, verpflichtet sich jede Gebietskörperschaft, welche die Charta unterzeichnet, mindestens fünfunddreißig aus den Artikeln 8 bis 14 ausgewählte Absätze oder Buchstaben auf die Regionalsprache anzuwenden.

- 3 Jede Gebietskörperschaft, welche die Charta unterzeichnet, kann sich verpflichten, Artikel 7 Absatz 5 auf die jiddische Sprache anzuwenden.

Artikel 3 – Einzelheiten der Durchführung

- 1 Jede Gebietskörperschaft bezeichnet bei der Unterzeichnung die nach Artikel 2 Absatz 2 ausgewählten Bestimmungen.
- 2 Jede Gebietskörperschaft kann jederzeit danach die Verpflichtungen übernehmen, die sich aus anderen Bestimmungen der Charta ergeben und die sie nicht bereits bezeichnet hat.

Artikel 4 – Bestehende Schutzregelungen

- 1 Die Bestimmungen dieser Charta sind nicht als Beschränkung oder Beeinträchtigung von Rechten auszulegen, die durch die Europäische Menschenrechtskonvention gewährleistet sind.
- 2 Diese Charta lässt bereits bestehende günstigere Bestimmungen über den Status der Regionalsprache unberührt.

Artikel 5 – Bestehende Verpflichtungen

Die Bestimmungen dieser Charta sind nicht so auszulegen, als gewährten sie das Recht, irgendeine Tätigkeit auszuüben oder irgendeine Handlung vorzunehmen, die gegen die Ziele der Charta der Vereinten Nationen oder sonstige völkerrechtliche Verpflichtungen einschließlich des Grundsatzes der Souveränität und territorialen Unversehrtheit der Staaten verstößt.

Artikel 6 – Information

Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, dafür zu sorgen, dass die betroffenen Behörden, Organisationen und Personen über die in dieser Charta festgelegten Rechte und Pflichten informiert werden.

Partie II – Objectifs et principes poursuivis conformément au paragraphe 1 de l'article 2

Article 7 – Objectifs et principes

- 1 En matière de langue régionale, les Collectivités fondent leur politique et leur pratique sur les objectifs et principes suivants :
 - a la reconnaissance de la langue régionale en tant qu'expression de la richesse culturelle ;
 - b le respect de l'aire géographique de la langue régionale, en faisant en sorte que les divisions administratives existant déjà ou nouvelles ne constituent pas un obstacle à la promotion de cette langue ;
 - c la nécessité d'une action résolue de promotion de la langue régionale, afin de la sauvegarder;
 - d la facilitation et/ou l'encouragement de l'usage oral et écrit de la langue régionale dans la vie publique et dans la vie privée ;
 - e le maintien et le développement de relations, dans les domaines couverts par la présente Charte, entre les groupes pratiquant la langue régionale, ainsi que l'établissement de relations culturelles avec d'autres groupes pratiquant des langues différentes ;
 - f la mise à disposition de formes et de moyens adéquats d'enseignement et d'étude de la langue régionale à tous les stades appropriés ;
 - g la mise à disposition de moyens permettant aux non-locuteurs de la langue régionale habitant l'aire où cette langue est pratiquée de l'apprendre s'ils le souhaitent ;
 - h la promotion des études et de la recherche sur la langue régionale dans les universités ou les établissements équivalents ;

Teil II – Ziele und Grundsätze in Übereinstimmung mit Artikel 2 Absatz 1

Artikel 7 – Ziele und Grundsätze

- 1 Hinsichtlich der Regionalsprache legen die Gebietskörperschaften ihrer Politik und Praxis folgende Ziele und Grundsätze zugrunde:
 - a die Anerkennung der Regionalsprache als Ausdruck des kulturellen Reichtums;
 - b die Achtung des geografischen Gebiets der Regionalsprache, um sicherzustellen, dass bestehende oder neue Verwaltungsgliederungen die Förderung dieser Sprache nicht behindern;
 - c die Notwendigkeit entschlossenen Vorgehens zur Förderung der Regionalsprache, um diese zu schützen;
 - d die Erleichterung des Gebrauchs der Regionalsprache in Wort und Schrift im öffentlichen Leben und im privaten Bereich und/oder die Ermutigung zu einem solchen Gebrauch;
 - e die Erhaltung und Entwicklung von Verbindungen in den von dieser Charta erfassten Bereichen zwischen den Gruppen, welche die Regionalsprache gebrauchen, sowie das Herstellen kultureller Beziehungen zu anderen Gruppen, die andere Sprachen gebrauchen;
 - f die Bereitstellung geeigneter Formen und Mittel für das Lehren und Lernen der Regionalsprache auf allen geeigneten Stufen;
 - g die Bereitstellung von Einrichtungen, die es Personen, welche die Regionalsprache nicht sprechen, aber in dem Gebiet leben, in dem sie gebraucht wird, ermöglichen, sie zu erlernen, wenn sie dies wünschen;
 - h die Förderung des Studiums und der Forschung im Bereich der Regionalsprache an Universitäten oder in gleichwertigen

- | | |
|--|--|
| <p>i la promotion des formes appropriées d'échanges transnationaux, dans les domaines couverts par la présente Charte, avec les Etats sur le territoire desquels la langue allemande est pratiquée.</p> | <p>Einrichtungen;</p> |
| <p>2 Les Collectivités s'engagent à éliminer, si elles ne l'ont pas encore fait, toute distinction, exclusion, restriction ou préférence injustifiées portant sur la pratique de la langue régionale et ayant pour but de décourager ou de mettre en danger le maintien ou le développement de celle-ci. L'adoption de mesures spéciales en faveur de la langue régionale, destinées à promouvoir une égalité entre les locuteurs de cette langue et le reste de la population ou visant à tenir compte de leurs situations particulières, n'est pas considérée comme un acte de discrimination envers les locuteurs des langues plus répandues.</p> | <p>i die Förderung geeigneter Formen des grenzüberschreitenden Austausches in den von dieser Charta erfassten Bereichen mit den Staaten, in deren Hoheitsgebiet die deutsche Sprache gebraucht wird.</p> |
| <p>3 Les Collectivités s'engagent à promouvoir, au moyen de mesures appropriées, la compréhension mutuelle entre tous les groupes linguistiques de la région concernée, en faisant notamment en sorte que le respect, la compréhension et la tolérance à l'égard de la langue régionale figurent parmi les objectifs de l'éducation et de la formation dispensées dans la région concernée, et à encourager les moyens de communication de masse à poursuivre le même objectif.</p> | <p>2 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, sofern dies noch nicht geschehen ist, jede ungerechtfertigte Unterscheidung, Ausschließung, Einschränkung oder Bevorzugung zu beseitigen, die den Gebrauch der Regionalsprache betrifft und darauf ausgerichtet ist, die Erhaltung oder Entwicklung der Regionalsprache zu beeinträchtigen oder zu gefährden. Das Ergreifen besonderer Maßnahmen zugunsten der Regionalsprache, welche die Gleichstellung zwischen den Sprechern dieser Sprache und der übrigen Bevölkerung fördern sollen oder welche ihre besondere Lage gebührend berücksichtigen, gilt nicht als diskriminierende Handlung gegenüber den Sprechern weiter verbreiteter Sprachen.</p> |
| <p>4 En définissant leur politique à l'égard de la langue régionale, les Collectivités s'engagent à prendre en considération les besoins et les vœux exprimés par les groupes pratiquant cette langue. Elles sont encouragées à créer, si nécessaire, des organes chargés de conseiller les autorités sur toutes les questions ayant trait à la langue régionale.</p> | <p>3 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, durch geeignete Maßnahmen das gegenseitige Verständnis zwischen allen Sprachgruppen der betroffenen Region zu fördern, indem sie insbesondere Achtung, Verständnis und Toleranz gegenüber der Regionalsprache in die Ziele der in ihrer Region vermittelten Bildung und Ausbildung einbeziehen und indem sie die Massenmedien ermutigen, dasselbe Ziel zu verfolgen.</p> |
| <p>5 Les Collectives concernées s'engagent à appliquer, <i>mutatis mutandis</i>, les principes énumérés aux paragraphes 1 à 4 ci-dessus à la langue yiddish. Cependant, dans le cas de cette langue, la nature et la portée des mesures à prendre pour donner effet à la présente Charte seront déterminées de manière souple, en tenant compte des besoins et des vœux, et en respectant les traditions et les caractéristiques des groupes qui pratiquent la langue en question.</p> | <p>4 Bei der Festlegung ihrer Politik in Bezug auf die Regionalsprache berücksichtigen die Gebietskörperschaften die von den Gruppen, die diese Sprache gebrauchen, geäußerten Bedürfnisse und Wünsche. Sie werden ermutigt, erforderlichenfalls Gremien zur Beratung der Behörden in allen Angelegenheiten der Regionalsprache einzusetzen.</p> |
| | <p>5 Die betroffenen Gebietskörperschaften verpflichten sich, die in den Absätzen 1 bis 4 genannten Grundsätze sinngemäß auf die jiddische Sprache anzuwenden. Jedoch werden hinsichtlich dieser Sprache Art und Umfang der Maßnahmen, die getroffen werden, um dieser Charta Wirksamkeit zu verleihen, flexibel festgelegt, wobei die Bedürfnisse und Wünsche der Gruppen, die diese Sprache gebrauchen, berücksichtigt und ihre Traditionen und Eigenarten geachtet werden.</p> |

Partie III – Mesures en faveur de l'emploi de la langue régionale dans la vie publique, à prendre en conformité avec les engagements souscrits en vertu du paragraphe 2 de l'article 2

Article 8 – Enseignement

- 1 En matière d'enseignement, les Collectivités s'engagent, pour autant qu'elles disposent de compétences en la matière, selon la situation de la langue régionale et sans préjudice de l'enseignement de la langue officielle de l'Etat :

Option 1

- a i à favoriser et/ou à encourager une éducation préscolaire assurée dans la langue régionale ; ou
- ii à favoriser et/ou à encourager toutes mesures tendant à ce qu'une partie substantielle de l'éducation préscolaire soit assurée dans la langue régionale ; ou
- iii à appliquer l'une des mesures visées sous i et ii ci-dessus au moins aux élèves dont les familles le souhaitent et dont le nombre est jugé suffisant ;

Option 2

- b i à favoriser et/ou à encourager un enseignement primaire assuré dans la langue régionale ; ou
- ii à favoriser et/ou à encourager toutes mesures tendant à ce qu'une partie substantielle de l'enseignement primaire soit assurée dans la langue régionale ; ou
- iii à favoriser et/ou à encourager, dans le cadre de l'éducation primaire, toutes mesures tendant à ce que l'enseignement de la langue régionale fasse partie intégrante du curriculum ; ou
- iv à appliquer l'une des mesures visées sous i à iii ci-dessus au moins aux élèves dont les familles le souhaitent et dont le nombre est

Teil III – Maßnahmen zur Förderung des Gebrauchs der Regionalsprache im öffentlichen Leben im Einklang mit den nach Artikel 2 Absatz 2 eingegangenen Verpflichtungen

Artikel 8 – Bildung

- 1 Im Bereich der Bildung verpflichten sich die Gebietskörperschaften, soweit sie in diesem Bereich Zuständigkeiten haben, unter Berücksichtigung der Lage der Regionalsprache und unbeschadet des Unterrichts der Amtssprache des Staates

Option 1

- a i die vorschulische Erziehung in der Regionalsprache zu fördern und/oder zu ermutigen, oder
- ii alle Maßnahmen zu fördern und/oder zu ermutigen, damit ein erheblicher Teil der vorschulischen Erziehung in der Regionalsprache durchgeführt wird, oder
- iii eine der unter den Ziffern i und ii vorgesehenen Maßnahmen zumindest auf diejenigen Schüler anzuwenden, deren Familien dies verlangen, wenn die Zahl der Schüler als genügend groß angesehen wird;

Option 2

- b i den Grundschulunterricht in der Regionalsprache zu fördern und/oder zu ermutigen, oder
- ii alle Maßnahmen zu fördern und/oder zu ermutigen, damit ein erheblicher Teil des Grundschulunterrichts in der Regionalsprache durchgeführt wird, oder
- iii innerhalb des Grundschulunterrichts alle Maßnahmen zu fördern und/oder zu ermutigen, damit der Unterricht der Regionalsprache integrierender Teil des Lehrplans ist, oder
- iv eine der unter den Ziffern i bis iii vorgesehenen Maßnahmen zumindest auf diejenigen Schüler anzuwenden, deren Familien dies

jugé suffisant ;

Option 3

- c i à favoriser et/ou à encourager un enseignement secondaire assuré dans la langue régionale ; ou
- ii à favoriser et/ou à encourager toutes mesures tendant à ce qu'une partie substantielle de l'enseignement secondaire soit assurée dans la langue régionale ; ou
- iii à favoriser et/ou à encourager, dans le cadre de l'éducation secondaire, toutes mesures tendant à ce que l'enseignement de la langue régionale soit une partie intégrante du curriculum ; ou
- iv à appliquer l'une des mesures visées sous i à iii ci-dessus au moins aux élèves qui le souhaitent – ou, le cas échéant, dont les familles le souhaitent – en nombre jugé suffisant ;

Option 4

- d i à favoriser et/ou à encourager un enseignement technique et professionnel assuré dans la langue régionale ; ou
- ii à favoriser et/ou à encourager toutes mesures tendant à ce qu'une partie substantielle de l'enseignement technique et professionnel soit assurée dans la langue régionale ; ou
- iii à favoriser et/ou à encourager, dans le cadre de l'éducation technique et professionnelle, toutes mesures tendant à ce que l'enseignement de la langue régionale soit une partie intégrante du curriculum ; ou
- iv à appliquer l'une des mesures visées sous i à iii ci-dessus au moins aux élèves qui le souhaitent – ou, le cas échéant, dont les familles le souhaitent – en nombre jugé suffisant ;

verlangen, wenn die Zahl der Schüler als genügend groß angesehen wird;

Option 3

- c i den Unterricht im Sekundarbereich in der Regionalsprache zu fördern und/oder zu ermutigen, oder
- ii alle Maßnahmen zu fördern und/oder zu ermutigen, damit ein erheblicher Teil des Unterrichts im Sekundarbereich in der Regionalsprache durchgeführt wird, oder
- iii innerhalb des Unterrichts im Sekundarbereich alle Maßnahmen zu fördern und/oder zu ermutigen, damit der Unterricht der Regionalsprache integrierender Teil des Lehrplans ist, oder
- iv eine der unter den Ziffern i bis iii vorgesehenen Maßnahmen zumindest auf diejenigen Schüler anzuwenden, die oder – wo dies in Betracht kommt – deren Familien dies wünschen, wenn deren Zahl als genügend groß angesehen wird;

Option 4

- d i die berufliche Bildung in der Regionalsprache zu fördern und/oder zu ermutigen, oder
- ii alle Maßnahmen zu fördern und/oder zu ermutigen, damit ein erheblicher Teil der beruflichen Bildung in der Regionalsprache durchgeführt wird, oder
- iii innerhalb der beruflichen Bildung alle Maßnahmen zu fördern und/oder zu ermutigen, damit der Unterricht der Regionalsprache integrierender Teil des Lehrplans ist, oder
- iv eine der unter den Ziffern i bis iii vorgesehenen Maßnahmen zumindest auf diejenigen Schüler anzuwenden, die oder – wo dies in Betracht kommt – deren Familien dies wünschen, wenn deren Zahl als genügend groß angesehen wird;

Option 5

- e i à favoriser et/ou à encourager un enseignement universitaire et d'autres formes d'enseignement supérieur dans la langue régionale ; ou
- ii à favoriser et/ou à encourager l'étude de cette langue, comme discipline de l'enseignement universitaire et supérieur ;

Option 6

- f i à favoriser et/ou à encourager des dispositions pour que soient donnés des cours d'éducation des adultes ou d'éducation permanente assurés principalement ou totalement dans la langue régionale ; ou
- ii à favoriser et/ou à encourager toutes mesures pour que la langue régionale soit proposée comme discipline de l'éducation des adultes et de l'éducation permanente ;

Option 7

- g à prendre des dispositions pour assurer l'enseignement de l'histoire et de la culture dont la langue régionale est l'expression;

Option 8

- h à assurer la formation initiale et permanente des enseignants nécessaire à la mise en œuvre de ceux des paragraphes a à g acceptés par les Collectivités ;

Option 9

- i à promouvoir la création d'un ou plusieurs organe(s) de contrôle chargé(s) de suivre les mesures prises et les progrès réalisés dans l'établissement ou le développement de l'enseignement de la langue régionale, et à établir sur ces points des rapports périodiques qui seront rendus publics.

Option 5

- e i an Universitäten und anderen Hochschulen Unterricht in der Regionalsprache zu fördern und/oder zu ermutigen, oder
- ii Möglichkeiten für das Studium dieser Sprache als Studienfach an Universitäten und anderen Hochschulen zu fördern und/oder zu ermutigen;

Option 6

- f i Vorkehrungen zu fördern und/oder zu ermutigen, damit in der Erwachsenen- und Weiterbildung Kurse angeboten werden, die überwiegend oder ganz in der Regionalsprache durchgeführt werden, oder
- ii alle Maßnahmen zu fördern und/oder zu ermutigen, damit die Regionalsprache als Fach der Erwachsenen- und Weiterbildung angeboten wird;

Option 7

- g für den Unterricht der Geschichte und Kultur, die in der Regionalsprache ihren Ausdruck finden, zu sorgen;

Option 8

- h für die Aus- und Weiterbildung der Lehrer zu sorgen, die zur Durchführung derjenigen Bestimmungen der Buchstaben a bis g erforderlich sind, welche die Gebietskörperschaften angenommen haben;

Option 9

- i die Einsetzung eines oder mehrerer Aufsichtsorgane zu fördern, welche die zur Einführung oder zum Ausbau des Unterrichts der Regionalsprache getroffenen Maßnahmen und die dabei erzielten Fortschritte überwachen und darüber regelmäßig Berichte verfassen, die veröffentlicht werden.

Option 10

- 2 En matière d'enseignement et en ce qui concerne les territoires autres que ceux sur lesquels la langue régionale est traditionnellement pratiquée, les Collectivités¹ s'engagent, selon leurs compétences, à autoriser, à encourager ou à mettre en place, si le nombre des locuteurs de la langue régionale le justifie, un enseignement dans ou de la langue régionale aux stades appropriés de l'enseignement.

Article 9 – Justice

Option 11

- 1 Les Collectivités s'engagent, selon la situation de la langue régionale et à la condition que l'utilisation des possibilités offertes par le présent paragraphe ne soit pas considérée par le juge comme faisant obstacle à la bonne administration de la justice, pour autant qu'elles sont concernées et compétentes, à faciliter l'emploi éventuel d'interprètes et de traductions dans les procédures judiciaires en vue d'encourager l'utilisation de la langue régionale.

Option 12

- 2 Les Collectivités s'engagent à ne pas refuser la validité des actes juridiques du seul fait qu'ils sont rédigés dans la langue régionale.

Option 13

- 3 Les Collectivités s'engagent à rendre accessibles, dans la langue régionale, les textes les plus importants qu'elles adoptent.

Article 10 – Autorités administratives et services publics

- 1 Selon la situation de la langue régionale, les Collectivités s'engagent, dans la mesure où cela est raisonnablement possible :

¹ Concerne le niveau départemental et/ou régional

⁴ betrifft die Ebene Departement und/oder Region

Option 10

- 2 Im Bereich der Bildung verpflichten sich die Gebietskörperschaften⁴ in Bezug auf andere Gebiete als diejenigen, in denen die Regionalsprache herkömmlicherweise gebraucht wird, gemäß ihrer Zuständigkeiten Unterricht der Regionalsprache oder Unterricht in dieser Sprache auf allen geeigneten Bildungsstufen zuzulassen, zu diesem Unterricht zu ermutigen oder ihn anzubieten, wenn die Zahl der Sprecher der Regionalsprache dies rechtfertigt.

Artikel 9 – Justizbehörden

Option 11

- 1 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, unter Berücksichtigung der Lage der Regionalsprache, unter der Bedingung, dass die Inanspruchnahme der durch diesen Absatz gebotenen Möglichkeiten nach Auffassung des Richters eine ordentliche Rechtspflege nicht behindert, und soweit sie betroffen und zuständig sind, die etwaige Verwendung von Dolmetschern und Übersetzungen in Gerichtsverfahren zu erleichtern, um den Gebrauch der Regionalsprache zu ermutigen.

Option 12

- 2 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, die Rechtsgültigkeit von Rechtsurkunden nicht allein aus dem Grund zu verneinen, weil sie in der Regionalsprache abgefasst sind.

Option 13

- 3 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, die wichtigsten Texte, die sie beschließen, in der Regionalsprache zur Verfügung zu stellen.

Artikel 10 – Verwaltungsbehörden und öffentliche Dienstleistungsbetriebe

- 1 Unter Berücksichtigung der Lage der Regionalsprache verpflichten sich die Gebietskörperschaften, im Rahmen des Zumutbaren

Option 14

- a i à veiller à ce que leurs autorités administratives utilisent la langue régionale sans préjudice de l'utilisation de la langue officielle ; ou
- ii à veiller à ce que ceux de leurs agents qui sont en contact avec le public emploient la langue régionale dans leurs relations avec les personnes qui s'adressent à eux dans cette langue ; ou
- iii à veiller à ce que les locuteurs de la langue régionale puissent leurs présenter des demandes orales ou écrites et recevoir une réponse dans cette langue ou de manière bilingue ; ou
- iv à veiller à ce que les locuteurs de la langue régionale puissent leurs présenter des demandes orales ou écrites dans cette langue ; ou
- v à veiller à ce que les locuteurs de la langue régionale puissent leurs soumettre valablement un document rédigé dans cette langue ;

Option 15

- b à mettre à disposition des formulaires et des textes administratifs d'usage courant pour la population dans la langue régionale, ou dans des versions bilingues ;

Option 16

- c à permettre leurs autorités administratives de rédiger des documents dans la langue régionale ou bilingue ;

Option 17

- d la publication par les Collectivités de leurs textes officiels également dans la langue régionale (sans préjudice de la langue officielle) ;

Option 18

- e l'emploi par les Collectivités de la langue régionale dans les débats de

Option 14

- a i sicherzustellen, dass ihre Verwaltungsbehörden die Regionalsprache gebrauchen, unbeschadet des Gebrauchs der Amtssprache, oder
- ii sicherzustellen, dass diejenigen ihrer Bediensteten, die unmittelbaren Kontakt zur Bevölkerung haben, die Regionalsprache in ihrem Umgang mit Personen gebrauchen, die sich in dieser Sprache an sie wenden, oder
- iii sicherzustellen, dass Personen, welche die Regionalsprache gebrauchen, ihnen in dieser Sprache mündliche oder schriftliche Anträge stellen und eine Antwort in dieser Sprache oder zweisprachig erhalten können, oder
- iv sicherzustellen, dass Personen, welche die Regionalsprache gebrauchen, ihnen in dieser Sprache mündliche oder schriftliche Anträge stellen können, oder
- v sicherzustellen, dass Personen, welche die Regionalsprache gebrauchen, in dieser Sprache abgefasste Urkunden rechtsgültig vorlegen können;

Option 15

- b allgemein verwendete Verwaltungsbestimmungen und -formulare für die Bevölkerung in der Regionalsprache oder zweisprachig zur Verfügung zu stellen;

Option 16

- c zuzulassen, dass ihre Verwaltungsbehörden Schriftstücke in der Regionalsprache oder zweisprachig abfassen;

Option 17

- d die Veröffentlichung der amtlichen Schriftstücke der Gebietskörperschaften durch diese auch in der Regionalsprache (unbeschadet der Amtssprache);

Option 18

- e den Gebrauch der Regionalsprache durch die Gebietskörperschaften in

leurs assemblées, sans exclure, cependant, l'emploi de la langue officielle ;

Option 19

f l'emploi ou l'adoption, le cas échéant conjointement avec la dénomination dans la langue officielle, des formes traditionnelles et correctes de la toponymie dans la langue régionale.

Option 20

3 En ce qui concerne les services publics assurés par les Collectivités ou d'autres personnes agissant pour le compte de celles-ci, elles s'engagent, en fonction de la situation de la langue régionale et dans la mesure où cela est raisonnablement possible :

- a à veiller à ce que la langue régionale soient employée à l'occasion de la prestation de service, sans préjudice de la langue officielle ; ou
- b à permettre aux locuteurs de la langue régionale de formuler une demande et de recevoir une réponse dans cette langue ou de manière bilingue ; ou
- c à permettre aux locuteurs de la langue régionale de formuler une demande dans cette langue.

4 Aux fins de la mise en œuvre des dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 qu'elles ont acceptées, les Collectivités s'engagent à prendre une ou plusieurs des mesures suivantes :

Option 21

a la traduction ou l'interprétation éventuellement requises ;

Option 22

b le recrutement et, le cas échéant, la formation des fonctionnaires et autres agents publics en nombre suffisant ;

Option 23

c la satisfaction, dans la mesure du possible, des demandes des agents publics connaissant la langue régionale d'être affectés dans des

deren Ratsversammlungen, ohne jedoch den Gebrauch der Amtssprache auszuschließen;

Option 19

f den Gebrauch oder die Annahme der herkömmlichen und korrekten Formen von Ortsnamen in der Regionalsprache, wenn nötig in Verbindung mit dem Namen in der Amtssprache.

Option 20

3 In Bezug auf die öffentlichen Dienstleistungen, die von den Gebietskörperschaften selbst oder in deren Auftrag erbracht werden, verpflichten sie sich, unter Berücksichtigung der Lage der Regionalsprache und im Rahmen des Zumutbaren

- a sicherzustellen, dass die Regionalsprache bei der Erbringung der Dienstleistung gebraucht wird, unbeschadet der Amtssprache, oder
- b zuzulassen, dass Personen, welche die Regionalsprache gebrauchen, in dieser Sprache einen Antrag stellen und eine Antwort in dieser Sprache oder zweisprachig erhalten, oder
- c zuzulassen, dass Personen, welche die Regionalsprache gebrauchen, in dieser Sprache einen Antrag stellen.

4 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, eine oder mehrere der folgenden Maßnahmen zu treffen, um die von ihnen angenommenen Bestimmungen der Absätze 1, 2 und 3 in Kraft zu setzen:

Option 21

a Übersetzen oder Dolmetschen je nach Bedarf;

Option 22

b Einstellung und, soweit erforderlich, Ausbildung der benötigten Beamten und sonstigen Angehörigen des öffentlichen Dienstes;

Option 23

c nach Möglichkeit Erfüllung der Wünsche von Angehörigen des öffentlichen Dienstes, die über Kenntnisse in der Regionalsprache

emplois où cette langue pourra être pratiquée.

Article 11 – Médias

- 1 Les Collectivités s'engagent, pour les locuteurs de la langue régionale, selon la situation de la langue régionale, dans la mesure où elles ont, de façon directe ou indirecte, une compétence, des pouvoirs ou un rôle dans ce domaine, en respectant les principes d'indépendance et d'autonomie des médias :

Option 24

- a dans la mesure où la radio et la télévision ont une mission de service public :
 - i à assurer la création d'au moins une station de radio et une chaîne de télévision dans la langue régionale ; ou
 - ii à encourager et/ou à faciliter la création d'au moins une station de radio et une chaîne de télévision dans la langue régionale ; ou
 - iii à prendre les dispositions appropriées pour que les diffuseurs programment des émissions dans la langue régionale ;

Option 25

- b
 - i à encourager et/ou à faciliter la création d'au moins une station de radio privée dans la langue régionale ; ou
 - ii à encourager et/ou à faciliter l'émission de programmes de radio privée dans la langue régionale, de façon régulière ;

Option 26

- c
 - i à encourager et/ou à faciliter la création d'au moins une chaîne de télévision privée dans la langue régionale ; ou
 - ii à encourager et/ou à faciliter la diffusion de programmes de

verfügen, in Stellen eingesetzt zu werden, in denen diese Sprache gebraucht werden kann.

Artikel 11 – Medien

- 1 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, für die Sprecher der Regionalsprache, unter Berücksichtigung der Lage der Regionalsprache und in dem Ausmaß, in dem sie in diesem Bereich unmittelbar oder mittelbar Zuständigkeit, Befugnisse oder Einfluss haben, unter Achtung des Grundsatzes der Unabhängigkeit und Autonomie der Medien folgende Maßnahmen zu treffen:

Option 24

- a soweit Hörfunk und Fernsehen eine öffentliche Aufgabe erfüllen:
 - i die Einrichtung mindestens eines Hörfunksenders und eines Fernsehkanals in der Regionalsprache sicherzustellen, oder
 - ii zur Einrichtung mindestens eines Hörfunksenders und eines Fernsehkanals in der Regionalsprache zu ermutigen und/oder sie zu erleichtern, oder
 - iii angemessene Vorkehrungen dafür zu treffen, dass Rundfunkveranstalter Sendungen in der Regionalsprache anbieten;

Option 25

- b
 - i zur Einrichtung mindestens eines privaten Hörfunksenders in der Regionalsprache zu ermutigen und/oder sie zu erleichtern, oder
 - ii zur regelmäßigen Ausstrahlung von privaten Hörfunksendungen in der Regionalsprache zu ermutigen und/oder sie zu erleichtern;

Option 26

- c
 - i zur Einrichtung mindestens eines privaten Fernsehkanals in der Regionalsprache zu ermutigen und/oder sie zu erleichtern, oder
 - ii zur regelmäßigen Ausstrahlung von privaten Fernsehsendungen in

télévision privée dans la langue régionale, de façon régulière ;

Option 27

d à encourager et/ou à faciliter la production et la diffusion d'œuvres audio et audiovisuelles dans la langue régionale ;

Option 28

e i à encourager et/ou à faciliter la création et/ou le maintien d'au moins un organe de presse dans la langue régionale ; ou

ii à encourager et/ou à faciliter la publication d'articles de presse dans la langue régionale, de façon régulière ;

Option 29

f i à couvrir les coûts supplémentaires des médias employant la langue régionale, lorsque la loi prévoit une assistance financière, en général, pour les médias ; ou

ii à étendre les mesures existantes d'assistance financière aux productions audiovisuelles en langue régionale ;

Option 30

g à soutenir la formation de journalistes et autres personnels pour les médias employant la langue régionale.

Option 31

2 Les Collectivités s'engagent pour autant qu'elles sont compétentes à encourager et/ou à faciliter la réception directe des émissions de radio et de télévision des pays voisins dans la langue allemande. Elles s'engagent en outre à veiller à ce qu'aucune restriction à la liberté d'expression et à la libre circulation de l'information dans la langue allemande ne soit imposée à la presse écrite. L'exercice des libertés mentionnées ci-dessus, comportant des devoirs et des responsabilités, peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui,

der Regionalsprache zu ermutigen und/oder sie zu erleichtern;

Option 27

d zur Produktion und Verbreitung von Audio- und audiovisuellen Werken in der Regionalsprache zu ermutigen und/oder sie zu erleichtern;

Option 28

e i zur Schaffung und/oder Erhaltung mindestens einer Zeitung in der Regionalsprache zu ermutigen und/oder sie zu erleichtern, oder

ii zur regelmäßigen Veröffentlichung von Zeitungsartikeln in der Regionalsprache zu ermutigen und/oder sie zu erleichtern;

Option 29

f i die zusätzlichen Kosten derjenigen Medien zu decken, welche die Regionalsprache gebrauchen, wenn das Recht eine finanzielle Hilfe für die Medien allgemein vorsieht, oder

ii die bestehenden Maßnahmen finanzieller Hilfe auf audiovisuelle Produktionen in der Regionalsprache zu erstrecken;

Option 30

g die Ausbildung von Journalisten und anderem Personal für Medien zu unterstützen, welche die Regionalsprache gebrauchen.

Option 31

2 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, soweit sie zuständig sind, den direkten Empfang von Hörfunk- und Fernsehsendungen aus Nachbarländern in deutscher Sprache zu ermutigen und/oder zu erleichtern. Sie verpflichten sich ferner, sicherzustellen, dass die Freiheit der Meinungsäußerung und die freie Verbreitung von Informationen in den Printmedien in deutscher Sprache keinerlei Einschränkung unterworfen werden. Da die Ausübung der erwähnten Freiheiten Pflichten und Verantwortung mit sich bringt, kann sie bestimmten, vom Gesetz vorgesehenen Formvorschriften, Bedingungen, Einschränkungen oder Strafdrohungen unterworfen werden, wie sie in einer demokratischen Gesellschaft im Interesse der nationalen Sicherheit, der territorialen Unversehrtheit oder der öffentlichen Sicherheit, der Aufrechterhaltung der Ordnung und der Verbrechenverhütung, des Schutzes der Gesundheit und

pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles, ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

Option 32

- 3 Les Collectivités s'engagent à soutenir la représentation ou la prise en considération des intérêts des locuteurs de la langue régionale dans le cadre des structures éventuellement créées conformément à la loi, ayant pour tâche de garantir la liberté et la pluralité des médias.

Article 12 – Activités et équipements culturels

- 1 En matière d'activités et d'équipements culturels – en particulier de bibliothèques, de vidéothèques, de centres culturels, de musées, d'archives, d'académies, de théâtres et de cinémas, ainsi que de travaux littéraires et de production cinématographique, d'expression culturelle populaire, de festivals, d'industries culturelles, incluant notamment l'utilisation des technologies nouvelles – les Collectivités s'engagent, dans la mesure où elles ont une compétence, des pouvoirs ou un rôle dans ce domaine :

Option 33

- a à encourager l'expression et les initiatives propres à la langue régionale, et à favoriser les différents moyens d'accès aux œuvres produites dans cette langue ;

Option 34

- b à favoriser les différents moyens d'accès dans d'autres langues aux œuvres produites dans la langue régionale, en aidant et en développant les activités de traduction, de doublage, de post-synchronisation et de sous-titrage ;

Option 35

- c à favoriser l'accès dans la langue régionale à des œuvres produites dans d'autres langues, en aidant et en développant les activités de traduction, de doublage, de post-synchronisation et de sous-titrage ;

der Moral, des Schutzes des guten Rufes oder der Rechte anderer unentbehrlich sind, um die Verbreitung von vertraulichen Nachrichten zu verhindern oder das Ansehen und die Unparteilichkeit der Rechtsprechung zu gewährleisten.

Option 32

- 3 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, die Vertretung oder Berücksichtigung der Interessen der Sprecher der Regionalsprache innerhalb etwaiger im Einklang mit dem Gesetz geschaffener Gremien, die für die Gewährleistung von Freiheit und Pluralismus der Medien verantwortlich sind, zu unterstützen.

Artikel 12 – Kulturelle Tätigkeiten und Einrichtungen

- 1 In Bezug auf kulturelle Einrichtungen und Tätigkeiten – insbesondere Bibliotheken, Videotheken, Kulturzentren, Museen, Archive, Akademien, Theater und Kinos sowie literarische Werke und Filmproduktionen, volkstümliche Formen des kulturellen Ausdrucks, Festspiele und die Kulturindustrien, einschließlich unter anderem des Einsatzes neuer Technologien – verpflichten sich die Gebietskörperschaften, in dem Ausmaß, in dem sie in diesem Bereich Zuständigkeit, Befugnisse oder Einfluss haben,

Option 33

- a zu der der Regionalsprache eigenen Form des Ausdrucks und der Initiative zu ermutigen sowie die verschiedenen Zugangsmöglichkeiten zu den in dieser Sprache geschaffenen Werken zu fördern;

Option 34

- b die verschiedenen Zugangsmöglichkeiten zu den in der Regionalsprache geschaffenen Werken in anderen Sprachen zu fördern, indem sie Tätigkeiten auf dem Gebiet der Übersetzung, Synchronisation, Nachsynchronisation und Untertitelung unterstützen und ausbauen;

Option 35

- c in der Regionalsprache den Zugang zu Werken zu fördern, die in anderen Sprachen geschaffen worden sind, indem sie Tätigkeiten auf dem Gebiet der Übersetzung, Synchronisation, Nachsynchronisation und

Untertitelung unterstützen und ausbauen;

Option 36

d à veiller à ce que les organismes chargés d'entreprendre ou de soutenir diverses formes d'activités culturelles intègrent dans une mesure appropriée la connaissance et la pratique de la langue et de la culture régionales dans les opérations dont ils ont l'initiative ou auxquelles ils apportent un soutien ;

Option 37

e à favoriser la mise à la disposition des organismes chargés d'entreprendre ou de soutenir des activités culturelles d'un personnel maîtrisant la langue régionale, en plus de la langue officielle ;

Option 38

f à favoriser la participation directe, en ce qui concerne les équipements et les programmes d'activités culturelles, de représentants des locuteurs de la langue régionale ;

Option 39

g à encourager et/ou à faciliter la création d'un ou de plusieurs organismes chargés de collecter, de recevoir en dépôt et de présenter ou publier les œuvres produites dans la langue régionale ;

Option 40

h le cas échéant, à créer et/ou à promouvoir et financer des services de traduction et de recherche terminologique en vue, notamment, de maintenir et de développer dans la langue régionale une terminologie administrative, commerciale, économique, sociale, technologique ou juridique adéquate.

Option 41

2 En ce qui concerne les territoires autres que ceux sur lesquels la langue régionale est traditionnellement pratiquée, les Collectivités² s'engagent à

Option 36

d sicherzustellen, dass die für die Veranstaltung oder Unterstützung kultureller Tätigkeiten verschiedener Art verantwortlichen Gremien bei den Unternehmungen, die sie ins Leben rufen oder unterstützen, in angemessener Weise dafür sorgen, dass die Kenntnis und der Gebrauch der Regionalsprache und -kultur berücksichtigt werden;

Option 37

e Maßnahmen zu fördern, um sicherzustellen, dass die für die Veranstaltung oder Unterstützung kultureller Tätigkeiten verantwortlichen Gremien über Personal verfügen, das die Regionalsprache sowie die Amtssprache beherrscht;

Option 38

f zur unmittelbaren Mitwirkung von Vertretern der Sprecher der Regionalsprache bei der Bereitstellung von Einrichtungen und der Planung kultureller Tätigkeiten zu ermutigen;

Option 39

g zur Schaffung eines oder mehrerer Gremien, die für die Sammlung, Aufbewahrung und Aufführung oder Veröffentlichung von in der Regionalsprache geschaffenen Werken verantwortlich sind, zu ermutigen und/oder sie zu erleichtern;

Option 40

h wenn nötig Übersetzungs- und Terminologieforschungsdienste zu schaffen und/oder zu fördern und zu finanzieren, insbesondere im Hinblick auf die Erhaltung und Entwicklung geeigneter Terminologie in der Regionalsprache für die Bereiche Verwaltung, Handel, Wirtschaft, Gesellschaft, Technik oder Recht.

Option 41

2 In Bezug auf andere Gebiete als diejenigen, in denen die Regionalsprache herkömmlicherweise gebraucht wird, verpflichten sich die

² Concerne le niveau départemental et/ou régional

autoriser, à encourager et/ou à prévoir, si le nombre des locuteurs de la langue régionale le justifie, des activités ou équipements culturels appropriés, conformément au paragraphe précédent.

Option 42

- 3 Les Collectivités s'engagent, dans leur politique culturelle à l'étranger, à donner une place appropriée à la langue régionale et à la culture dont elle est l'expression.

Article 13 – Vie économique et sociale

Option 43

- 1 En ce qui concerne les activités économiques et sociales, les Collectivités s'engagent à s'opposer aux pratiques tendant à décourager l'usage de la langue régionale dans le cadre des activités économiques ou sociales et à faciliter et/ou à encourager l'usage de cette langue.
- 2 En matière d'activités économiques et sociales, les Collectivités s'engagent, dans la mesure où elles ont une compétence, et dans la mesure où cela est raisonnablement possible :

Option 44

- a dans les secteurs économiques et sociaux relevant directement de leur contrôle (secteur public), à réaliser des actions encourageant l'emploi de la langue régionale ;

Option 45

- b à veiller à ce que les équipements sociaux tels que les hôpitaux, les maisons de retraite, les foyers offrent la possibilité de recevoir et de soigner dans leur langue les locuteurs de la langue régionale nécessitant des soins pour des raisons de santé, d'âge ou pour d'autres raisons ;

Gebietskörperschaften⁵, wenn die Zahl der Sprecher der Regionalsprache dies rechtfertigt, geeignete kulturelle Tätigkeiten und Einrichtungen in Übereinstimmung mit Absatz 1 zuzulassen, dazu zu ermutigen und/oder sie vorzusehen.

Option 42

- 3 Die Gebietskörperschaften verpflichten sich, bei der Verfolgung ihrer Kulturpolitik im Ausland die Regionalsprache und die in ihr zum Ausdruck kommende Kultur angemessen zu berücksichtigen.

Artikel 13 – Wirtschaftliches und soziales Leben

Option 43

- 1 In Bezug auf wirtschaftliche und soziale Tätigkeiten verpflichten sich die Gebietskörperschaften, Praktiken entgegenzutreten, die den Gebrauch der Regionalsprache im Zusammenhang mit wirtschaftlichen oder sozialen Tätigkeiten behindern sollen und den Gebrauch dieser Sprache zu erleichtern und/oder zu ermutigen.
- 2 In Bezug auf wirtschaftliche und soziale Tätigkeiten verpflichten sich die Gebietskörperschaften, insoweit sie zuständig sind, im Rahmen des Zumutbaren

Option 44

- a in den ihrer unmittelbaren Kontrolle unterstehenden Wirtschafts- und Sozialbereichen (öffentlicher Sektor) Maßnahmen zur Förderung des Gebrauchs der Regionalsprache zu ergreifen;

Option 45

- b sicherzustellen, dass soziale Einrichtungen wie Krankenhäuser, Altersheime und Heime die Möglichkeit bieten, Sprecher der Regionalsprache, die aufgrund von Krankheit, Alter oder aus anderen Gründen der Betreuung bedürfen, in deren eigener Sprache aufzunehmen und zu behandeln;

⁵ betrifft die Ebene Departement und/oder Region

Option 46

- c à veiller, selon des modalités appropriées, à ce que les consignes de sécurité soient également rédigées dans la langue régionale ;

Option 47

- d à rendre accessibles dans la langue régionale les informations fournies par les autorités compétentes concernant les droits des consommateurs.

Article 14 – Echanges transfrontaliers

Les Collectivités s'engagent :

Option 48

- a à appliquer les accords existants qui les lient à des régions où la langue allemande est pratiquée, ou à s'efforcer d'en conclure, si nécessaire, de façon à favoriser les contacts entre les locuteurs de cette langue dans les Etats concernés, dans les domaines de la culture, de l'enseignement, de l'information, de la formation professionnelle et de l'éducation permanente;

Option 49

- b dans l'intérêt de la langue régionale, à faciliter et/ou à promouvoir la coopération à travers les frontières, notamment entre collectivités régionales ou locales sur le territoire desquelles la langue allemande est pratiquée.

Partie IV – Application de la Charte

Article 15 – Rapports périodiques

- 1 Les Collectivités présenteront périodiquement un rapport sur la politique suivie, conformément à la présente Charte, et sur les mesures prises en application des dispositions qu'elles ont acceptées. Le premier rapport doit être présenté dans l'année qui suit l'acceptation de la Charte, les autres rapports à des intervalles de trois ans après le premier rapport.

Option 46

- c durch geeignete Mittel sicherzustellen, dass Sicherheitsvorschriften auch in der Regionalsprache zugänglich sind;

Option 47

- d dafür zu sorgen, dass Informationen der zuständigen staatlichen Stellen über die Rechte der Verbraucher in der Regionalsprache erhältlich sind.

Artikel 14 – Grenzüberschreitender Austausch

Die Gebietskörperschaften verpflichten sich,

Option 48

- a bestehende Übereinkünfte anzuwenden, die sie mit Regionen verbinden, in denen die deutsche Sprache gebraucht wird, oder sich, wenn nötig, um den Abschluss solcher Übereinkünfte zu bemühen, um dadurch Kontakte zwischen den Sprechern dieser Sprache in den betreffenden Staaten in den Bereichen Kultur, Bildung, Information, berufliche Bildung und Weiterbildung zu fördern;

Option 49

- b zugunsten der Regionalsprache die grenzüberschreitende Zusammenarbeit insbesondere zwischen regionalen oder örtlichen Behörden zu erleichtern und zu fördern, in deren örtlichem Zuständigkeitsbereich die deutsche Sprache gebraucht wird.

Teil IV – Anwendung der Charta

Artikel 15 – Regelmäßige Berichte

- 1 Die Gebietskörperschaften legen in regelmäßigen Abständen einen Bericht über ihre in Übereinstimmung mit der Charta verfolgte Politik und über die in Anwendung der von ihnen angenommenen Bestimmungen getroffenen Maßnahmen vor. Der erste Bericht wird innerhalb des Jahres vorgelegt, das auf die Annahme der Charta folgt, die weiteren Berichte in Abständen von drei Jahren nach Vorlage des ersten Berichts.

- 2 Les Collectivités rendront leurs rapports publics.

Article 16 – Examen des rapports

- 1 Les rapports seront examinés par un comité d'experts constitué conformément à l'article 17.
- 2 Des organismes ou associations légalement établis pourront attirer l'attention du comité d'experts sur des questions relatives aux engagements pris par une Collectivité en vertu de la présente Charte. Après avoir consulté la Collectivité intéressée, le comité d'experts pourra tenir compte de ces informations dans la préparation du rapport visé au paragraphe 3 du présent article. Ces organismes ou associations pourront en outre soumettre des déclarations quant à la politique suivie par une Collectivité.
- 3 Sur la base des rapports visés au paragraphe 1 et des informations visées au paragraphe 2, le comité d'experts préparera un rapport accompagné des observations que les Collectivités seront invitées à formuler et sera rendu public.
- 4 Le rapport visé au paragraphe 3 contiendra en particulier les recommandations du comité d'experts à une ou plusieurs Collectivités.

Article 17 – Comité d'experts

- 1 Le comité d'experts sera constitué en concertation entre les collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle qui auront souscrit à la Charte et les associations de promotion de la langue régionale. Il sera composé de personnes de la plus haute intégrité et d'une compétence reconnue dans les matières traitées par la Charte.
- 2 Les membres du comité seront nommés pour une période de six ans et leur mandat sera renouvelable. Si un membre ne peut remplir son mandat, il sera remplacé conformément à la procédure prévue au paragraphe 1, et le membre nommé en remplacement achèvera le terme du mandat de son prédécesseur.

- 2 Die Gebietskörperschaften veröffentlichen ihre Berichte.

Artikel 16 – Prüfung der Berichte

- 1 Die Berichte werden von einem nach Artikel 17 eingesetzten Sachverständigenausschuss geprüft.
- 2 Rechtmäßig gegründete Organisationen oder Vereinigungen können den Sachverständigenausschuss auf Fragen aufmerksam machen, die sich auf die von einer Gebietskörperschaft eingegangenen Verpflichtungen nach dieser Charta beziehen. Nach Konsultation der betroffenen Gebietskörperschaft kann der Sachverständigenausschuss diese Informationen bei der Ausarbeitung des in Absatz 3 genannten Berichts berücksichtigen. Diese Organisationen oder Vereinigungen können außerdem Erklärungen zu der von einer Gebietskörperschaft verfolgten Politik vorlegen.
- 3 Auf der Grundlage der in Absatz 1 genannten Berichte und der in Absatz 2 erwähnten Informationen arbeitet der Sachverständigenausschuss einen Bericht aus, dem die Stellungnahmen, um welche die Gebietskörperschaften ersucht wurden, beigefügt werden und der veröffentlicht wird.
- 4 Der in Absatz 3 genannte Bericht enthält insbesondere die Empfehlungen des Sachverständigenausschusses an eine oder mehrere Gebietskörperschaften.

Artikel 17 – Sachverständigenausschuss

- 1 Der Sachverständigenausschuss wird in Abstimmung zwischen denjenigen Gebietskörperschaften Elsass-Lothringens, welche die Charta unterzeichnet haben, und den Vereinigungen zur Förderung der Regionalsprache eingesetzt. Er besteht aus Persönlichkeiten von höchster Integrität und anerkannter Sachkenntnis in den durch die Charta erfassten Angelegenheiten.
- 2 Die Mitglieder des Ausschusses werden für die Dauer von sechs Jahren ernannt; Wiederernennung ist zulässig. Kann ein Mitglied seine Amtszeit nicht beenden, so wird es nach dem in Absatz 1 festgelegten Verfahren ersetzt; das an seine Stelle tretende Mitglied vollendet die Amtszeit seines Vorgängers.

3 Le comité d'experts adoptera son règlement intérieur.

3 Der Sachverständigenausschuss gibt sich eine Geschäftsordnung.

Partie V – Dispositions finales

Teil V – Schlussbestimmungen

Article 18

Artikel 18

La présente Charte est ouverte à la signature des Collectivités territoriales d'Alsace et de Moselle.

Diese Charta liegt für die Gebietskörperschaften Elsass-Lothringens zur Unterzeichnung auf.

Fait à, le2014, en français et en allemand, les deux textes faisant également foi.

Geschehen zu am2014 in französischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.